

Le 16 Mai 2018

**Assemblée générale**  
**Jeudi 17 mai 12h15 amphi G1, bat 450**  
**Manifestation mardi 22 mai**  
**RV au RER Orsay ville 1h30 avant le départ**

À Toulouse, à Bordeaux, à Tolbiac, des étudiants et des personnels bloquent, occupent, manifestent pour protester contre la mise en place de Parcoursup, la sélection à l'Université et le manque de moyen chronique... C'est une trentaine d'universités françaises qui sont mobilisées. La seule réponse du gouvernement est l'envoi de CRS contre les étudiants. **Il est grand temps que Paris-Sud rejoigne à son tour la mobilisation.**

**Parcoursup, comment ça marche ?**

- Les bacheliers donnent 10 vœux non hiérarchisés avec 10 sous-vœux.
- Deux professeurs principaux du Lycée donnent des avis sur tous les vœux avant passage en conseil de classe et avis final des chefs d'établissements.
- Les filières sélectives répondent *oui* ou *oui si* ou *non*.
- Les filières non sélectives répondent *oui* / *oui si* et *en attente* lorsque les capacités d'accueil sont atteintes. Les étudiants pourront être en attente jusqu'à la fin et les filières non sélectives deviennent alors sélectives de fait !

**On entend : « avant, avec APB, on tirait au sort les étudiants et c'était profondément injuste ».**

**Réponse :** Bien entendu le tirage au sort est injuste mais il faut augmenter les locaux et les personnels et nous pourrions accueillir tout le monde ! Le Gouvernement refuse les moyens nécessaires et exige la sélection qui est injuste. Elle se fait sur dossier avant les résultats du BAC et donc pas sur un examen national. C'est la négation du droit fondé sur le BAC, premier grade universitaire. Les milliers de dossiers à classer le seront forcément avec un tri automatique qui comparera des choses non comparables (notes de contrôle continu obtenues dans différents lycées). Peu d'humain à la fin

du processus pour renormaliser : plus aucune possibilité d'égalité des chances en fonction du lycée de provenance.

**On entend : « s'il n'y a pas de place pour tout le monde, il vaut mieux prendre les meilleurs ».**

**Réponse :** Il s'agit d'un choix politique : où vont les non-sélectionnés ? Dans des filières déconsidérées ? Ne poursuivent pas d'étude ? Former les jeunes à un niveau d'étude supérieur est une tendance historique : N'en aurait-on plus besoin ? L'état cherche-t-il à réduire son investissement financier, d'où le « manque de place » ? De nombreux pays de l'OCDE investissent plus que nous.

**On entend : « Certains étudiants n'ont manifestement pas les outils pour réussir des études universitaires. Ils perdent leur temps à l'Université »**

**Réponse :** en attendant que le secondaire améliore le niveau du bac, nous devons faire le maximum pour tous et faire très attention à ce genre de jugement rapide dont l'enjeu est la formation d'un jeune. Nous connaissons tous des étudiants qui mettent un peu de temps pour s'investir dans leurs études.

- La question est comment faire pour leur donner les outils... C'est là que le « oui si » pourrait être tentant mais il faudrait qu'il soit réellement ambitieux, qu'il permette l'obtention de licences à des vitesses différentes avec un diplôme unique sans que ce soit pénalisant, d'acquérir les outils manquants à sa vitesse etc...
- Beaucoup d'étudiants ont des conditions matérielles qui ne leur permettent pas de faire des études. Il faut de vraies bourses permettant de suivre ses études sans travailler en parallèle ou un salaire étudiant et des places en cité U en quantité suffisante.

**On entend : « La présence d'étudiants d'un faible niveau scolaire dans les cours/TD font que les meilleurs étudiants s'ennuient ».**

**Réponse :** Le rôle de tout enseignant est d'amener les étudiants au même endroit à des vitesses différentes et avec des moyens différents, ce qui est mieux que de les amener à des endroits différents à la même vitesse. C'est facile de rejeter les difficultés pour ne se consacrer qu'aux meilleurs ! Là encore, il s'agit d'une volonté politique de ne pas doter les universités de moyens (humains et matériels) nécessaires.

**On entend : « Le BAC ne vaut plus rien : les étudiants n'ont pas les bases ».**

**Réponse :** Il y a trois raisons pour lesquelles le niveau « baisse » :

- Augmentation de l'accès au supérieur : le niveau moyen augmente mais sa dispersion aussi d'où la présence d'étudiants au niveau plus bas qu'il ne l'était dans le passé.
- Les programmes changent : si, par exemple, la biologie a été renforcée au lycée, c'est l'inverse pour les maths et la physique. Ce sont parfois des choix de contenu de formation qui sont à discuter.
- C'est aussi une vision biaisée : à écouter les enseignants, le niveau baisse depuis l'antiquité.

La sélection n'est pas la solution au problème global comme cela peut être constaté après le concours de PACES.

**On entend :** « Si on accepte tout le monde à l'Université, on donne les diplômes ce qui les dévalorise ».

**Réponse :** Le BAC est déjà une sélection d'accès à l'Université ! Pour que les diplômes ne se déconsidèrent pas ils doivent impérativement rester nationaux et ne pas devenir « maison » avec un contenu défini par le patronat.

**On entend :** « Nos diplômes ne sont pas concernés ; nos statuts non plus ».

**Réponse :** Attention au cadre actuel des Universités-cibles comme l'UPSY (Université Paris Saclay) qui veut instaurer des filières sélectives au détriment de filières en principe ouvertes à tous (aux limitations instaurées par Parcoursup, près). Le chantier licence est en route, avec la volonté exprimée de la Ministre d'en arriver à des « licences beaucoup plus flexibles ». La « flexibilité » est toujours synonyme de déqualification... Rappelons-nous aussi l'appel d'offres des Écoles Universitaires de Recherche, dont une conséquence sera la séparation des enseignants en ceux dignes d'enseigner dans les Masters de recherche ou dans les filières d'excellence, et les autres...